

DISCOURS

ADÈLE THORENS



**Conférence de presse sur le bilan de législature des VERTS
27 mai 2019, Berne**

Nous avons besoin d'une nouvelle majorité pour protéger l'environnement

La législature 2011-2015 avait permis aux VERTS et à leurs alliés de faire avancer la cause environnementale, en particulier avec la Stratégie énergétique 2050, contre-projet à l'initiative des VERTS pour une sortie programmée du nucléaire. Mais la situation a changé depuis. La majorité de droite bloque désormais la transition écologique. Les VERTS se sont cependant engagés avec fermeté pour l'environnement et sont parvenus à obtenir quelques succès d'étape. Mais ils restent insuffisants. Nous avons besoin d'une nouvelle majorité pour réaliser la transition énergétique, répondre à l'urgence climatique, passer à une économie circulaire et préserver notre biodiversité.

Une nouvelle majorité pour assurer la transition énergétique

Durant cette législature, le Parlement a refusé tout renforcement des exigences de sécurité pour nos vieilles centrales nucléaires, alors que la Stratégie énergétique 2050, contrairement à l'initiative des VERTS, ne prévoit pas de délais de fermeture. Face à ce blocage, les VERTS s'engagent par tous les moyens pour assurer la sécurité de la population, y compris en empruntant, aux côtés de la société civile, la voie juridique, en particulier pour fermer Beznau. Pour remplacer rapidement le courant de nos vieilles centrales, nous devons en outre trouver une majorité pour prolonger les mesures de soutien aux énergies renouvelables. La majorité du Parlement a en effet décidé de suspendre peu après 2020 les soutiens aux énergies renouvelables et a enterré la deuxième phase de la Stratégie énergétique 2050. Une nouvelle majorité est ainsi nécessaire, pour que nous puissions fermer à temps nos vieilles centrales et poursuivre la transition énergétique pendant la prochaine décennie.

Une nouvelle majorité pour répondre à l'urgence climatique

La majorité du Parlement a vidé la loi sur le CO₂ de sa substance, au mépris de l'accord de Paris et de nos enfants et petits-enfants. Les VERTS s'engagent pour le climat en commission et par le biais de nombreuses interventions parlementaires, non pas depuis les récentes grèves du climat, mais depuis plusieurs décennies. Aujourd'hui, la pression de la rue et la proximité des élections rendent soudainement certaines de nos propositions de longue date attractives pour nos collègues de droite, notamment la taxation de

l'aviation ou la réduction de l'impact climatique du secteur financier. Les VERTS sont ainsi parvenus à faire accepter par le Conseil fédéral et le Parlement un postulat sur les émissions négatives. Ces petits pas sont cependant peu de choses face à l'urgence climatique. Nous avons besoin d'une nouvelle majorité pour concrétiser les belles paroles et pour que des mesures concrètes, efficaces et contraignantes soient enfin prises.

Une nouvelle majorité pour passer à une économie circulaire

Un des premiers gestes de la nouvelle majorité de droite a été, à la session de décembre 2015, d'enterrer le contre-projet à l'initiative des VERTS pour une économie verte. Ce contre-projet aurait pourtant permis de fixer dans la loi les premiers jalons d'une transition écologique de notre économie vers une économie circulaire. Les VERTS ne se sont pas découragés pour autant et ont continué à intervenir pour que des mesures soient prises, par exemple pour lutter contre l'obsolescence programmée ou réduire le gaspillage de ressources. Avec succès dans certains cas, puisque le Parlement a par exemple accepté un postulat vert demandant une stratégie de gestion durable des plastiques. Cependant, la transition vers une économie circulaire concerne toutes les ressources et tous les produits, qui devraient être conçus pour être réutilisés et revalorisés avant d'être recyclés ou éliminés de manière écologique. On en est loin aujourd'hui. Seule une nouvelle majorité prendra les mesures nécessaires pour rendre cette transition possible.

Une nouvelle majorité pour préserver la biodiversité

Suite à une proposition des VERTS, la Suisse dispose enfin d'une Stratégie Biodiversité. Mais, faute de mesures efficaces, on sait déjà que ses objectifs pour 2020 ne seront pas atteints, tout comme les engagements internationaux pris par notre pays dans ce domaine. Les VERTS n'ont pas attendu le dernier rapport alarmant de la Plateforme intergouvernementale pour la biodiversité (IPBS) pour lutter en faveur de la biodiversité. Outre la Stratégie Biodiversité, ils ont obtenu récemment quelques succès concrets, dont un postulat sur un plan de sortie du glyphosate et la reprise d'une mesure importante du contre-projet à leur initiative pour une économie verte, avec l'interdiction d'importation du bois issu de coupes illégales. Si le Parlement suit la commission de l'environnement en juin, un autre point du contre-projet pourrait être repris, avec la possibilité, pour le Conseil fédéral, de fixer des exigences pour l'importation de certains produits ou matières premières problématiques pour l'environnement. Les VERTS s'engagent en particulier pour que cela soit le cas de l'huile de palme. Cependant, l'affaiblissement de la protection des espèces protégées, lors de la récente révision de la loi sur la chasse, montre qu'une nouvelle majorité est nécessaire pour que la Suisse prenne enfin l'« urgence biodiversité » au sérieux. Enfin, nous avons besoin de plus d'écologistes au parlement pour réaliser l'indispensable transition vers une agriculture libérée des pesticides de synthèse.

Adèle Thorens, vice-présidente du groupe parlementaire, conseillère nationale VD